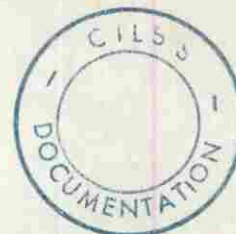


COMITE PERMANENT INTERETATS DE LUTTE
CONTRE LA SECHERESSE DANS LE SAHEL (CILSS)



DIRECTION DES PROJETS ET PROGRAMMES

SERVICE DE LA PRODUCTION VEGETALE ET ANIMALE



JOURNEES DU CILSS 1986

SITUATION DE L'ELEVAGE ET ACTIONS DU CILSS
DANS LES PAYS MEMBRES

Dr. Sitta BARRY

AOUT 1986



COMITE FOMENTANT INTERETS DE L'ETAT
CONTRE LA VIOLENCE DANS LE DROIT (CIVIL)

DIRECTION DES PROJETS ET PROGRAMMES

SERVICE DE LA PRODUCTION ET DE LA REPARTITION



JOURNAL DE L'ETAT

REVUE DE L'ETAT

LETTRE DE L'ETAT

DE L'ETAT

INTRODUCTION

Dans l'économie des pays sahéliens, le secteur rural joue le rôle essentiel, associé souvent à une industrie embryonnaire et des services encore balbutiants.

D'un point de vue général, cette sous-région revêt cinq caractéristiques fondamentales que l'on peut ainsi énoncer :

- 1°) une agriculture traditionnelle inadaptée et peu stimulée, incapable de répondre à :
- 2°) une forte poussée démographique,
- 3°) une agriculture d'exportation, sur laquelle s'étaient fondés les espoirs de décollage économique de certains pays, aujourd'hui en régression,
- 4°) un secteur secondaire embryonnaire aux potentialités de développement faibles,
- 5°) un secteur tertiaire inadapté, essentiellement constitué d'un secteur public au poids financier trop lourd par rapport à la base productive de l'économie et d'un secteur de type "urbain informel",
- 6°) l'élevage y est très répandu et ce, sous toutes ses formes, constituant ainsi un des piliers de l'économie traditionnelle. Il représente même à la limite la vocation principale de certaines régions dont les conditions climatiques peu propices à l'agriculture ne favorisent guère, que les activités pastorales.

Il en résulte aujourd'hui pour le Sahel une double dépendance, alimentaire et financière et une inquiétante désarticulation des composantes des économies nationales.

Facteur aggravant, la sécheresse a, en 16 ans amplifié ces déséquilibres en donnant à leurs manifestations les caractères dramatiques de la famine, de l'exode et de l'avancée du désert.

De tous ces phénomènes, c'est la dégradation de l'économie de la production vivrières (végétale et animale) qui est la plus inquiétante, et cela d'autant plus qu'aucune activité alternative n'a su compenser cette régression. Ainsi la part du secteur primaire dans le PNB a-t-elle chuté de 46 à 36% depuis 1973.

Introduction

Le développement économique d'un pays dépend de la qualité de ses services essentiels, de la structure de son secteur industriel et de la performance de son secteur agricole. Ces trois secteurs sont interdépendants et leur développement doit être coordonné. L'objectif principal de ce rapport est d'analyser les tendances actuelles et de proposer des mesures pour améliorer la performance de ces secteurs. Le rapport est divisé en trois parties principales : la première partie traite du secteur agricole, la deuxième du secteur industriel et la troisième du secteur des services. Chaque partie contient une analyse des tendances actuelles, une évaluation des forces et des faiblesses, et des recommandations pour l'avenir. Le secteur agricole est le pilier de l'économie et doit être renforcé. Le secteur industriel doit être modernisé et encouragé à innover. Le secteur des services doit être développé pour créer des emplois et augmenter la production. Ces mesures sont essentielles pour assurer un développement durable et une croissance économique solide.

Il est urgent de s'attacher à la définition d'une nouvelle politique de l'élevage dans le Sahel ; non seulement parce que cette activité représente un atout potentiel important pour la balance commerciale notamment des pays enclavés, mais aussi en raison de son caractère ancestral, de son rôle de stabilisation des sociétés rurales sahéliennes.

L'exode de populations nomades et de leurs troupeaux est en effet le triste révélateur du double drame sahélien : l'inadaptation des systèmes de production et la désertification.

2. -CARACTERISTIQUES DE L'ELEVAGE SAHELIE

Avec 5.378.188 km², pour 35 millions d'habitants, les pays sahéliens (Guinée Bissau exceptée), constituent un vaste ensemble géographique avec une certaine unité dans sa diversité et qui lui donne une vocation pastorale prononcée. Cet ensemble est caractérisé par une pluviométrie de l'ordre de 300 à 650 mm du nord au sud avec notamment un cheptel estimé à 20 millions de bovins et 40 millions de petits ruminants. Ce cheptel pourrait donc fournir aux populations les précieuses protéines qui leur font cruellement défaut, en même temps qu'il pourrait procurer des revenus appréciables.

Malheureusement, les méthodes traditionnelles qui constituent encore la règle dans les pays sahéliens et la situation sanitaire caractérisée par la recrudescence de certaines maladies endémiques n'ont pas permis d'atteindre cet objectif, malgré les nombreux projets et financements dont ce secteur a bénéficié au cours de ces 20 dernières années.

L'élevage sahélien se caractérise en effet par différents systèmes traditionnels d'occupation des espaces agro-pastoraux, de gestion des troupeaux et de commercialisation des produits.

Il est essentiellement un artisanat, plein d'incertitudes et d'aléas bien que riche en traditions séculaires et de connaissances accumulées. Il n'est pas une industrie avec des normes de production et des objectifs précis comme le serait une activité intégrée qui pourrait engendrer beaucoup d'autres telles, les productions d'aliments de bétail, les laiteries, les boucheries, les industries de cuir etc.....

Ces systèmes traditionnels sont caractérisés surtout par le nomadisme et la transhumance, qui varient suivant les zones écologiques.

Dans les systèmes pastoraux ou sylvo-pastoraux l'exploitation du pâturage et des ressources en eaux s'effectue dans le domaine saharien et même sahélo-saharien par le nomadisme. Elle s'effectue par la trans-

Il est urgent de s'attacher à la définition d'une nouvelle

littérature de l'époque dans le sens d'un développement d'une culture
et d'une civilisation. Les conditions de la vie sociale et économique
ont profondément modifié le rôle de la littérature et de la culture.

La littérature de l'époque doit être une littérature de la vie, une littérature
qui reflète les conditions de la vie sociale et économique. Elle doit être
une littérature qui s'adresse à tous les hommes et à toutes les femmes.

La littérature de l'époque doit être une littérature de la vie, une littérature
qui reflète les conditions de la vie sociale et économique. Elle doit être
une littérature qui s'adresse à tous les hommes et à toutes les femmes.

La littérature de l'époque doit être une littérature de la vie, une littérature
qui reflète les conditions de la vie sociale et économique. Elle doit être
une littérature qui s'adresse à tous les hommes et à toutes les femmes.

La littérature de l'époque doit être une littérature de la vie, une littérature
qui reflète les conditions de la vie sociale et économique. Elle doit être
une littérature qui s'adresse à tous les hommes et à toutes les femmes.

La littérature de l'époque doit être une littérature de la vie, une littérature
qui reflète les conditions de la vie sociale et économique. Elle doit être
une littérature qui s'adresse à tous les hommes et à toutes les femmes.

La littérature de l'époque doit être une littérature de la vie, une littérature
qui reflète les conditions de la vie sociale et économique. Elle doit être
une littérature qui s'adresse à tous les hommes et à toutes les femmes.

La littérature de l'époque doit être une littérature de la vie, une littérature
qui reflète les conditions de la vie sociale et économique. Elle doit être
une littérature qui s'adresse à tous les hommes et à toutes les femmes.

La littérature de l'époque doit être une littérature de la vie, une littérature
qui reflète les conditions de la vie sociale et économique. Elle doit être
une littérature qui s'adresse à tous les hommes et à toutes les femmes.

La littérature de l'époque doit être une littérature de la vie, une littérature
qui reflète les conditions de la vie sociale et économique. Elle doit être
une littérature qui s'adresse à tous les hommes et à toutes les femmes.

humaine dans le domaine sahélien. Ces deux (2) types d'exploitation sont différents par le fait que le nomadisme se pratique au gré des pluies et des points d'eau, alors que la transhumance est par contre un phénomène complexe qui permet d'exploiter rationnellement et de façon optimale les écosystèmes. Dans ces régions, la principale contrainte à laquelle doivent faire face les éleveurs nomades et transhumants est l'eau. Pendant la saison sèche les animaux doivent parcourir de grandes distances d'un point d'abreuvement au pâturage, créant une autre contrainte celle de la distance point d'abreuvement-pâturage. L'espace pastoral a tendance à diminuer sous la pression des activités agricoles au Sud de la zone sylvo-pastorale et sous la pression des troupeaux dans les pâturages déjà réduits par l'irrégularité des pluies ou par la faible pluviométrie, freinant la repousse de la végétation.

Les espèces animales composant le cheptel jouent un rôle différent dans cette zone, suivant les ethnies, les modes de vie et la nécessité de répartir les risques. Mais la sécheresse a entraîné la modification des troupeaux, en engendrant la multiplication de petits troupeaux et la reconversion de certains éleveurs de bovins en éleveurs de petits ruminants, particulièrement la chèvre, espèce animale rustique qui résiste beaucoup plus à la sécheresse.

Dans cette zone pastorale, la survie des populations dépend des systèmes de production animale sur les terrains de parcours, et la subsistance dépendait entièrement ou presque des produits animaux. Mais ~~actuellement~~ la fourniture de denrées alimentaires, telles que les céréales, connaît un développement croissant pour les populations pastorales durement frappées par la sécheresse.

Quant aux systèmes agro-pastoraux, ce sont des systèmes de production dans lesquels coexistent des activités agricoles et des activités d'élevage, associées éventuellement, à d'autres activités non agricoles sont dissociées et simplement juxtaposées, certaines formes d'intégration concrétisées par la culture attelée, la production et l'utilisation du fumier, l'embouche paysanne tendant toutefois à se développer dans certaines régions. Ces systèmes agro-pastoraux n'existent que dans les zones où le régime hydrique permet des activités agricoles. Elles concernent les zones soudano-sahéliennes et soudaniennes où le facteur limitant est la disponibilité en ressources fourragères. La densité humaine y est beaucoup plus forte et les superficies cultivées plus importantes créant des conflits fréquents entre les éleveurs et les agriculteurs.

Dans ces cas, l'élevage représente pour les agriculteurs sédentaires une activité secondaire. Il est caractérisé par la petite taille des troupeaux et par la répartition du cheptel sur un nombre élevé d'individus. Le petit élevage, volaille, petits ruminants, joue un rôle essentiel dans l'économie familiale, comme forme d'épargne facilement mobilisable et comme produit directement consommable.

Il faut signaler l'existence des systèmes modernisés représentés par les ranches sahéliens, l'embouche bovine, l'aviculture et la production porcine. L'idée d'installer des ranches dans les régions sahéliennes et soudano-sahéliennes vise à utiliser rationnellement l'espace pastoral et à améliorer la productivité des troupeaux. Leur réalisation n'a pas donné des résultats escomptés du fait notamment des investissements lourds et de la pluviométrie aléatoire, compromettant ainsi leur rentabilité.

L'embouche bovine quant à elle revêt deux (2) formes : l'embouche paysanne qui s'intègre dans les systèmes de production des paysans soudanais et l'embouche industrielle qui nécessite des ressources alimentaires abondantes et peu coûteuses, particulièrement des sous-produits agro-industriels.

Dans le domaine de l'aviculture, cette activité s'est beaucoup développée ces dernières années, pour pallier une partie du déficit alimentaires en denrées d'origine animale qui sévit dans les pays sahéliens.

A ces systèmes de production traditionnels correspond un système traditionnel de commercialisation, qui dans la conjoncture actuelle reste efficace. Les animaux sont généralement commercialisés sur des marchés échelonnés entre les lieux de production et les centres de consommation. L'acheminement des animaux se fait essentiellement à pied, parfois par train mais rarement par camion ou voie d'eau.

3. TENDANCES DE L'ELEVAGE SAHELIE

Les modes d'élevage restent figés malgré le développement de multiples contraintes qui sont, les grandes épizooties, la démographie galopante, l'expansion des cultures vivrières et de rente, la modification des parcours communaux liée au régime foncier, la détérioration des pâturages, les sécheresses successives, l'écoulement des produits animaux, etc...

En effet, le nomadisme et la transhumance constituent encore les modes d'élevage les plus pratiqués dans nos régions. Mais la popu-

[illegible]

lation animale avait fortement baissé suite aux grandes épizooties de peste bovine de 1889 et 1896. On estimait que la taille des troupeaux avait passé à 10% de leur niveau précédent (Sinclair, 1979). Cette situation avait provoqué des changements au niveau des conditions de parcours dans certaines régions. Mais depuis cette époque, les populations humaines et animales se sont accrues de façon substantielle grâce aux gros efforts faits dans le passé pour rendre le cheptel indemne des grandes maladies ou, du moins, d'en limiter l'importance et l'extension. C'est ainsi que la peste bovine et la peripneumonie des bovidés ont fait l'objet de campagnes de lutte importantes. Malgré les moyens considérables notamment humains financiers mis en oeuvre, la maîtrise de la santé animale reste encore insuffisante. Il importe donc de demeurer vigilant et de garder à l'esprit l'importance que peuvent avoir les maladies infectieuses ou parasitaires sur la mortalité, la croissance et la reproduction du bétail.

En effet, outre les épizooties majeures, peste bovine, peripneumonie des bovidés, d'autres maladies et non des moindres, constituent des freins à la réussite des programmes de développement de l'élevage et surtout de l'augmentation de sa productivité.

Parmi ces maladies, il convient de citer la peste des petits ruminants, les maladies telluriques, les maladies parasitaires (endo et Ectoparasite), la fièvre aphteuse et la brucellose. Ces maladies considérées comme secondaires ne causent pas moins de préjudices à une bonne exploitation du cheptel.

Quant à la situation sanitaire du cheptel bovin, il s'est brusquement détérioré ces dernières années, avec l'apparition des foyers de peste bovine en Mauritanie, au Sénégal; au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Tchad.

Il en est de même dans les pays cotiers qui ne connaissaient pas encore cette maladie, la Côte d'Ivoire, le Togo et la République Populaire du Bénin.

Suite à cette situation favorable à l'époque, des pâturages ont été retirés du système traditionnel de production afin de donner à des privés ou à l'Etat de la terre pour établir des ranches individuels, collectifs ou para-étatiques, et surtout pour permettre une expansion des cultures de rente ; la plupart de ces terres se trouvent dans les régions les plus productives.

Toutefois des surfaces considérables restent consacrées à l'élevage traditionnel qui a surtout évolué dans le cadre d'un accès commun à la terre qui semblait être approprié aux conditions sociologiques

1. L'Etat a le droit de réglementer l'usage des terres et des eaux, de prescrire les conditions de culture et de récolte, de fixer les normes de production et de distribution, de contrôler la qualité des produits et de protéger les consommateurs.

2. L'Etat a le droit de réglementer le commerce des produits agricoles, de fixer les conditions de vente et de distribution, de contrôler la qualité des produits et de protéger les consommateurs.

3. L'Etat a le droit de réglementer l'exportation et l'importation des produits agricoles, de fixer les conditions de vente et de distribution, de contrôler la qualité des produits et de protéger les consommateurs.

4. L'Etat a le droit de réglementer la production et la distribution des produits agricoles, de fixer les conditions de vente et de distribution, de contrôler la qualité des produits et de protéger les consommateurs.

5. L'Etat a le droit de réglementer la production et la distribution des produits agricoles, de fixer les conditions de vente et de distribution, de contrôler la qualité des produits et de protéger les consommateurs.

6. L'Etat a le droit de réglementer la production et la distribution des produits agricoles, de fixer les conditions de vente et de distribution, de contrôler la qualité des produits et de protéger les consommateurs.

7. L'Etat a le droit de réglementer la production et la distribution des produits agricoles, de fixer les conditions de vente et de distribution, de contrôler la qualité des produits et de protéger les consommateurs.

8. L'Etat a le droit de réglementer la production et la distribution des produits agricoles, de fixer les conditions de vente et de distribution, de contrôler la qualité des produits et de protéger les consommateurs.

9. L'Etat a le droit de réglementer la production et la distribution des produits agricoles, de fixer les conditions de vente et de distribution, de contrôler la qualité des produits et de protéger les consommateurs.

10. L'Etat a le droit de réglementer la production et la distribution des produits agricoles, de fixer les conditions de vente et de distribution, de contrôler la qualité des produits et de protéger les consommateurs.

et écologiques existantes, particulièrement dans les zones où les précipitations sont faibles, saisonnières et très peu stables. Par contre dans les régions où les précipitations sont relativement plus importantes et plus fiables, les pressions en faveur de systèmes fonciers individualisés sont plus fortes.

Dans ces zones arides ou semi-arides, la sécheresse que connaît les pays depuis 1968 a exacerbé les contraintes liées aux disponibilités fourragères, et aux disponibilités en eau, facteurs qui ont concouru à la réduction de la productivités déjà faible des troupeaux. Le taux de croissance des populations animales a été de 2% entre 1963 - 1970 et 0,3% entre 1970-1980. Ces taux sont bien inférieurs à la croissance démographique qui atteint environ 2,8% en moyenne par an. Cependant, il faut noter que les pays sahéliens ont presque tous retrouvé les effectifs de leur cheptel d'avant la sécheresse sauf le cas de l'espèce bovine pour certains pays. Le taux de croissance des petits ruminants a même atteint 3%, supérieur donc à l'accroissement démographique. En 1980, la production de viande bovine a été moins de 4% de la production mondiale, et celle du lait à peine plus de 1%. La production de viande bovine s'est accrue de 1,3% de 1970-1980 contre 3,6% de 1963-1970, celle du mouton et de la chèvre de 1,6% de 1970-1980 contre 2,6% de 1963-1970. La production laitière a connu sensiblement les mêmes variations 1,6% de 1970-1980 et 2,8% de 1963-1970 et explique l'importation massive de lait dans les pays sahéliens. L'augmentation de la production de viande, et l'augmentation de la production laitière ne peuvent s'expliquer que par l'expansion des effectifs et non par l'amélioration de la productivité. Ces tendances sont en grande partie liées à la dégradation des parcours causée en partie par le surpâturage, donc à la détérioration des conditions des parcours (composition de la végétation et couvert végétal ainsi que les conditions pédologiques). Les facteurs qui provoquent des changements au niveau des conditions des parcours sont notamment, la pression sur les pâturages, les feux de brousse, le climat, les actions humaines, etc.... Presque toutes les pressions exercées par le bétail résultent en des changements du couvert végétal, de sa composition et ou de sa productivité. Ceci conduit à des mouvements de troupeaux (trashumance et nomadisme) vers des parcours plus riches en pâturages et où les problèmes d'abreuvement ne se posent pas grâce à l'amélioration et à la multiplication des points d'eau. La préférence des animaux pour certaines

as to some of the other information, the information is not available to the public.

...the ...

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

1945-1946

1. The first group of boys, who were the most active in the study, were the ones who were most likely to be involved in the study. They were the ones who were most likely to be involved in the study.

1970-1971

1930-1931, 1932-1933, 1934-1935, 1936-1937, 1938-1939, 1940-1941, 1942-1943, 1944-1945, 1946-1947, 1948-1949, 1950-1951, 1952-1953, 1954-1955, 1956-1957, 1958-1959, 1960-1961, 1962-1963, 1964-1965, 1966-1967, 1968-1969, 1970-1971, 1972-1973, 1974-1975, 1976-1977, 1978-1979, 1980-1981, 1982-1983, 1984-1985, 1986-1987, 1988-1989, 1990-1991, 1992-1993, 1994-1995, 1996-1997, 1998-1999, 2000-2001, 2002-2003, 2004-2005, 2006-2007, 2008-2009, 2010-2011, 2012-2013, 2014-2015, 2016-2017, 2018-2019, 2020-2021, 2022-2023, 2024-2025, 2026-2027, 2028-2029, 2030-2031, 2032-2033, 2034-2035, 2036-2037, 2038-2039, 2040-2041, 2042-2043, 2044-2045, 2046-2047, 2048-2049, 2050-2051, 2052-2053, 2054-2055, 2056-2057, 2058-2059, 2060-2061, 2062-2063, 2064-2065, 2066-2067, 2068-2069, 2070-2071, 2072-2073, 2074-2075, 2076-2077, 2078-2079, 2080-2081, 2082-2083, 2084-2085, 2086-2087, 2088-2089, 2090-2091, 2092-2093, 2094-2095, 2096-2097, 2098-2099, 2100-2101, 2102-2103, 2104-2105, 2106-2107, 2108-2109, 2110-2111, 2112-2113, 2114-2115, 2116-2117, 2118-2119, 2120-2121, 2122-2123, 2124-2125, 2126-2127, 2128-2129, 2130-2131, 2132-2133, 2134-2135, 2136-2137, 2138-2139, 2140-2141, 2142-2143, 2144-2145, 2146-2147, 2148-2149, 2150-2151, 2152-2153, 2154-2155, 2156-2157, 2158-2159, 2160-2161, 2162-2163, 2164-2165, 2166-2167, 2168-2169, 2170-2171, 2172-2173, 2174-2175, 2176-2177, 2178-2179, 2180-2181, 2182-2183, 2184-2185, 2186-2187, 2188-2189, 2190-2191, 2192-2193, 2194-2195, 2196-2197, 2198-2199, 2200-2201, 2202-2203, 2204-2205, 2206-2207, 2208-2209, 2210-2211, 2212-2213, 2214-2215, 2216-2217, 2218-2219, 2220-2221, 2222-2223, 2224-2225, 2226-2227, 2228-2229, 2230-2231, 2232-2233, 2234-2235, 2236-2237, 2238-2239, 2240-2241, 2242-2243, 2244-2245, 2246-2247, 2248-2249, 2250-2251, 2252-2253, 2254-2255, 2256-2257, 2258-2259, 2260-2261, 2262-2263, 2264-2265, 2266-2267, 2268-2269, 2270-2271, 2272-2273, 2274-2275, 2276-2277, 2278-2279, 2280-2281, 2282-2283, 2284-2285, 2286-2287, 2288-2289, 2290-2291, 2292-2293, 2294-2295, 2296-2297, 2298-2299, 2300-2301, 2302-2303, 2304-2305, 2306-2307, 2308-2309, 2310-2311, 2312-2313, 2314-2315, 2316-2317, 2318-2319, 2320-2321, 2322-2323, 2324-2325, 2326-2327, 2328-2329, 2330-2331, 2332-2333, 2334-2335, 2336-2337, 2338-2339, 2340-2341, 2342-2343, 2344-2345, 2346-2347, 2348-2349, 2350-2351, 2352-2353, 2354-2355, 2356-2357, 2358-2359, 2360-2361, 2362-2363, 2364-2365, 2366-2367, 2368-2369, 2370-2371, 2372-2373, 2374-2375, 2376-2377, 2378-2379, 2380-2381, 2382-2383, 2384-2385, 2386-2387, 2388-2389, 2390-2391, 2392-2393, 2394-2395, 2396-2397, 2398-2399, 2400-2401, 2402-2403, 2404-2405, 2406-2407, 2408-2409, 2410-2411, 2412-2413, 2414-2415, 2416-2417, 2418-2419, 2420-2421, 2422-2423, 2424-2425, 2426-2427, 2428-2429, 2430-2431, 2432-2433, 2434-2435, 2436-2437, 2438-2439, 2440-2441, 2442-2443, 2444-2445, 2446-2447, 2448-2449, 2450-2451, 2452-2453, 2454-2455, 2456-2457, 2458-2459, 2460-2461, 2462-2463, 2464-2465, 2466-2467, 2468-2469, 2470-2471, 2472-2473, 2474-2475, 2476-2477, 2478-2479, 2480-2481, 2482-2483, 2484-2485, 2486-2487, 2488-2489, 2490-2491, 2492-2493, 2494-2495, 2496-2497, 2498-2499, 2500-2501, 2502-2503, 2504-2505, 2506-2507, 2508-2509, 2510-2511, 2512-2513, 2514-2515, 2516-2517, 2518-2519, 2520-2521, 2522-2523, 2524-2525, 2526-2527, 2528-2529, 2530-2531, 2532-2533, 2534-2535, 2536-2537, 2538-2539, 2540-2541, 2542-2543, 2544-2545, 2546-2547, 2548-2549, 2550-2551, 2552-2553, 2554-2555, 2556-2557, 2558-2559, 2560-2561, 2562-2563, 2564-2565, 2566-2567, 2568-2569, 2570-2571, 2572-2573, 2574-2575, 2576-2577, 2578-2579, 2580-2581, 2582-2583, 2584-2585, 2586-2587, 2588-2589, 2590-2591, 2592-2593, 2594-2595, 2596-2597, 2598-2599, 2600-2601, 2602-2603, 2604-2605, 2606-2607, 2608-2609, 2610-2611, 2612-2613, 2614-2615, 2616-2617, 2618-2619, 2620-2621, 2622-2623, 2624-2625, 2626-2627, 2628-2629, 2630-2631, 2632-2633, 2634-2635, 2636-2637, 2638-2639, 2640-2641, 2642-2643, 2644-2645, 2646-2647, 2648-2649, 2650-2651, 2652-2653, 2654-2655, 2656-2657, 2658-2659, 2660-2661, 2662-2663, 2664-2665, 2666-2667, 2668-2669, 2670-2671, 2672-2673, 26

1. The first part of the document is a letter from the President of the United States to the Congress, dated January 3, 1862. It is a very long letter, and it contains a great deal of information about the state of the country at that time. It is a very important document, and it is one of the most important documents in the history of the United States.

1. The first step in the process of identifying a problem is to define the problem. This involves identifying the symptoms of the problem and determining the scope of the problem. Once the problem has been defined, the next step is to identify the causes of the problem. This involves identifying the factors that are contributing to the problem and determining the underlying causes. Once the causes have been identified, the next step is to develop a plan of action. This involves identifying the steps that need to be taken to solve the problem and determining the resources that will be needed to implement the plan. Finally, the last step in the process is to implement the plan and monitor the results. This involves putting the plan into action and tracking the progress of the solution. Once the problem has been solved, the final step is to evaluate the results and determine if the solution was effective. This involves comparing the results of the solution to the original problem and determining if the problem has been solved. If the problem has not been solved, the process may need to be repeated.

1. The first of these is the fact that the system is not a simple one, but a complex one, involving many different factors, and the results of the system are not always predictable.

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific information required.

espèces conduit à leur pâturage intensif, provoquant leur affaiblissement ou leur disparition et permet à des espèces inapetées de prédominer. Les mouvements des troupeaux sont devenus plus précoces et connaissent actuellement de grandes amplitudes, généralement Nord-Sud, à cause du climat. Il sont à l'origine des conflits qui naissent entre les éleveurs transhumant et les agriculteurs sédentaires. La dégradation de l'environnement qui se développe dans les zones sahéliennes fait apparaître certaines tendances au niveau du comportement de l'éleveur. Celui-ci tend à se sédentariser beaucoup plus qu'avant la sécheresse et à se convertir en agriculteur. Il consomme des céréales et accepte des technologies agricoles dispensées par l'Etat à travers ses structures techniques.

En outre, l'homme en abattant les arbres pour le besoin de bois de feu des populations des villes, ou l'alimentation de son bétail (chevriers) et en pratiquant les feux de brousse, favorise et développe le déséquilibre de l'éco-système. Par ailleurs, l'expansion des cultures a perturbé les parcours communaux et a surtout réduit l'espace pastoral.

Dans le domaine de la commercialisation, les pays sahéliens connaissent des problèmes pour écouler leur viande sur les marchés côtiers à cause de la concurrence des viandes extra-africaines, développée et entretenue par ces pays-mêmes de la côte, autrefois grands acheteurs de viandes sahéliennes.

L'espace pastoral avait donc permis des modes d'exploitation essentiellement extensif, mais les effectifs du cheptel dépassent actuellement le seuil autorisé par ces systèmes de production, avec risque de dégradation des grands équilibres naturels. Seule la mise à la disposition de ce cheptel de potentialités alimentaires suffisantes, peut rétablir cet équilibre.

En effet, en dépit des efforts déployés par les pays sahéliens le secteur de l'élevage traverse une période de difficultés aiguës, difficultés qui peuvent s'expliquer par la situation actuelle : sécheresse, écosystèmes fragiles, désertification, crise céréalière, insécurité alimentaire, vulnérabilité des ressources animales, détérioration accélérée des termes de l'échange, ordre économique défavorable, système de production cadres sociaux et éco-culturels perturbés et fragilisés.

Pour se faire, de nombreuses contraintes sont à lever ; il s'agit notamment de la contrainte politique liée au problème de l'organisation et de l'utilisation des terres, l'aménagement de l'espace pastoral, la politique d'hydraulique, la lutte contre les feux de brousse, l'utilisation des résidus de récolte et de sous-produits agro-industriels.

la commercialisation et prix, les actions sanitaires, la régénération et l'amélioration des parcours, etc.....

4. ACTIONS DU CILSS DANS LE SECTEUR DE L'ELEVAGE DANS LES PAYS MEMBRES

L'élevage sahélien est complexe et multi-dimensionnel. Il fait référence tout à la fois :

- aux rapports entre l'homme et sa culture
- aux rapports entre l'homme et son espace
- aux rapports entre l'homme et son système de production

Le développement de l'élevage passe donc nécessairement par la résolution de ces contraintes, car la situation actuelle des pays sahéliens engendre de nouvelles orientations, des nouvelles politiques et de stratégies et des moyens nouveaux. Il demeure inséparable de la réalisation de l'autosuffisance alimentaire et de la lutte contre la désertification. La dégradation accélérée des écosystèmes, la demande croissante en viande et la pression humaine et animale sur les terroirs pastoraux doivent conduire les pays sahéliens à revoir leurs stratégies et les moyens nouveaux d'exploitation et de gestion.

C'est dans ce sens que les Secrétariats du CILSS et du Club des Amis du Sahel ont entrepris des actions visant à mieux connaître le secteur, à cerner ses contraintes et à améliorer les productions animales et la commercialisation des produits animaux. Ainsi en avril 1977 l'Equipe Elevage de ces deux Institutions, s'est efforcée de développer dans chaque pays membre, un large dialogue entre ses représentants et un grand nombre de fonctionnaires gouvernementaux, sur les principaux thèmes-clés, devant constituer la base d'un programme d'élevage à long terme. Ces missions de dialogue avaient pour objectif de :

- familiariser les représentants sahéliens avec les objectifs et le plan de travail de l'Equipe Elevage, et familiariser l'Equipe Elevage avec les réalités pratiques et les conceptions des Autorités sahéliennes concernant les programmes d'élevage ;
- prendre connaissance des programmes et de la planification déjà entrepris par les Gouvernements sahéliens, y compris le "Compendium de Ouagadougou" (liste de projets retenus pour le P.P.G.) ;

la détermination de prix, les actions, les obligations, les valeurs mobilières, les produits agricoles, etc.

ACTIVITE DE LA SECURITE DE L'LEVAGE DANS LE PAYS

Le levage, addition est complexe et multi-dimensionnel. Il fait intervenir de nombreux facteurs :

- les rapports entre l'homme et sa culture
 - les rapports entre l'homme et son espace
 - les rapports entre l'homme et son système de production
- Le développement du levage passe donc nécessairement par la prise en compte de ces trois aspects. Car la situation actuelle des pays sous-développés est telle qu'elle est caractérisée par une triple situation : une situation économique, une situation sociale et une situation politique. Il faut donc agir sur ces trois aspects de manière coordonnée. La situation économique est caractérisée par une faible production, une faible consommation et une faible épargne. La situation sociale est caractérisée par une faible éducation, une faible santé et une faible justice. La situation politique est caractérisée par une faible stabilité, une faible démocratie et une faible justice.

C'est dans ce contexte que se situe le levage. Il s'agit d'une activité qui vise à améliorer la situation économique, sociale et politique des pays sous-développés. Elle se concrétise par une série de mesures : la mise en place d'un système de production, la mise en place d'un système de consommation, la mise en place d'un système d'épargne, la mise en place d'un système d'éducation, la mise en place d'un système de santé, la mise en place d'un système de justice.

- la mise en place d'un système de production
- la mise en place d'un système de consommation
- la mise en place d'un système d'épargne
- la mise en place d'un système d'éducation
- la mise en place d'un système de santé
- la mise en place d'un système de justice

Le levage est donc une activité complexe et multi-dimensionnelle. Elle nécessite une action coordonnée sur les trois aspects : économique, social et politique. Elle vise à améliorer la situation des pays sous-développés et à leur permettre de passer d'une situation de sous-développement à une situation de développement.

1972

- 9.
- orienter l'Equipe Elevage vers une meilleure compréhension des besoins et possibilités des pays, tout en incitant les sahéliens à participer pleinement aux travaux de préparation de l'Equipe Elevage ;
 - chercher à définir des options à long terme, et à déterminer comment on peut au mieux, dans ce contexte, mettre en oeuvre immédiatement des actions correspondantes.

Pour une meilleure compréhension d'ensemble des différents facteurs et développer une stratégie à long terme et un programme avec des actions spécifiques, l'Equipe Elevage a mis en oeuvre une approche par thèmes-clés. Les thèmes retenus ont été :

- la santé animale,
- l'évaluation du potentiel des ressources naturelles et l'aménagement rationnel des espaces pastoraux,
- l'association agriculture-élevage,
- la formation et les communications,
- la commercialisation.

Les options à long terme dépendent donc d'un ensemble de facteurs mais l'accent peut être mis sur deux objectifs fondamentaux :

- a - augmenter la production animale pour satisfaire la demande interne croissante, et ce à un coût raisonnable, en tenant compte des éléments suivants :
 - croissance démographique et urbanisation rapide,
 - maintien au moins de la consommation de protéines par individus,
 - éviter l'érosion du pouvoir d'achat des consommateurs,
 - améliorer la disponibilité du bétail de trait pour faire face à la demande croissante de la part des agriculteurs.
- b - améliorer le revenu et la qualité de la vie pour les producteurs.

La réflexion globale sur ces cinq thèmes clés a été poursuivie jusqu'en 1979 par des missions qui ont sillonné les pays sahéliens et dont les rapports ont permis de mettre en évidence la nécessité de concentrer les efforts sur l'amélioration des politiques de développement de l'élevage dans les pays sahéliens et par conséquent l'amélioration de leur stratégie dans ce domaine. Le CILSS et le CLUB ont donc élaboré en 1980 un document sur "les éléments de stratégie et de développement de l'élevage dans les pays sahéliens". Il constitue une approche intégrée qui part de l'analyse des potentialités du milieu, puis confronte aux perspectives d'évolution de la demande, les possibilités de

The following information was obtained from the records of the
 Department of the Interior, Bureau of Land Management, and the
 Bureau of Reclamation, and is being furnished to you for your
 information. It is not to be used for any other purpose.
 The information is being furnished to you for your information
 only and is not to be used for any other purpose.

- L'élaboration de la stratégie de communication;
- La mise en œuvre de la stratégie de communication;
- Le suivi et l'évaluation de la communication;

La communication est un processus dynamique qui évolue au fil du temps.

1. The first part of the report deals with the general situation of the country and the results of the survey. It is divided into two main sections: the first section deals with the general situation of the country and the results of the survey, and the second section deals with the specific results of the survey.

1. The first of these is the fact that the Commission has not yet received any information from the Government of the United Kingdom regarding the progress of its investigation into the activities of the British Security Co-ordination Unit (BSCU) in the United States. It is therefore requested that the Government should provide the Commission with a report on the progress of its investigation as soon as possible.

production offertes par l'amélioration de l'exploitation des potentialités des ressources naturelles et des opérations d'intensification.

En Décembre 1981, presque au terme du Programme de Première Génération du CILSS (1977-1982), dont le niveau de financement a atteint 252 millions de \$ E.U en 1982 (25,3% du montant global), une étude a été entreprise pour :

- suivre l'état d'avancement des programmes d'élevage dans chaque pays et en évaluer l'orientation afin de déterminer dans quelle mesure ces programmes sont en adéquation avec la stratégie régionale de développement de l'élevage ;
- identifier de nouveaux projets prioritaires et établir une fiche correspondante à chacun d'eux ;
- établir un plan pour l'élaboration de bilans-programmes du développement de l'élevage dans chaque Etat et assurer la collecte des données disponibles à cet effet.

L'analyse du secteur a été poursuivie pour une meilleure compréhension des goulots d'étranglement et des difficultés dans la mise en oeuvre des programmes d'élevage dans les pays sahéliens. Pour ce faire les sahéliens ont été impliqués dans cette analyse, appelée bilan-diagnostic, car il était important que ceux-là mêmes qui sont chargés d'exécuter les programmes d'élevage s'imprègnent des réalités nationales. En outre, les Secrétariats du CILSS et du CLUB du Sahel ont créé un comité de réflexion des politiques de l'élevage. Ce comité, est une structure informelle regroupant à titre individuel des experts sahéliens et non sahéliens connaissant parfaitement les problèmes de l'élevage au Sud du Sahara. Il permet des débats ouverts, et d'orienter les programmes des deux Secrétariats.

Les bilans diagnostics du secteur sont terminés et il est entrepris depuis le second trimestre de l'année 1985, la deuxième phase dite analyse et programmation du secteur, qui aboutira à la tenue d'une conférence sur les politiques nationales et régionales de développement de l'élevage sahélien. Elle a intéressé dans une première étape, le Burkina, le Mali et le Niger.

Par ailleurs le CILSS pilote le Projet Régional CILSS/FAO/GCP/RAF/O98/SWI, intitulé "Développement des cultures fourragères et améliorantes en zone soudano-sahélienne" opérationnel depuis 1977 dans trois pays : Burkina Faso, Mali et Niger.

production offertes par l'exploitation de la production des poteries
liste des ressources naturelles et des opérations d'intensification.

En décembre 1981, pendant le terme du programme de première
évaluation du CILSS (1977-1982), dont le niveau de financement a atteint
252 millions de F.C.F. en 1982 (25,3% du montant global), une étude a
été entreprise pour :

- suivre l'état d'avancement des programmes d'élevage dans
chaque pays et en évaluer l'orientation afin de déterminer
dans quelle mesure les programmes sont en adéquation avec la
stratégie régionale de développement de l'élevage ;
- identifier de nouveaux projets prioritaires et établir une
liste correspondante à chacun d'eux ;
- établir un plan pour l'élaboration de plans-programmes de
développement de l'élevage dans chaque Etat et assurer la
collecte des données disponibles à cet effet.

L'analyse du secteur a été poursuivie pour une meilleure compré-
hension des données d'élevage et des difficultés dans la mise en
œuvre des programmes d'élevage dans les pays membres. Pour ce faire
les spécialistes ont été impliqués dans cette analyse, appelée bilan-dia-
gnostic, car il était important que ceux-là mêmes qui sont chargés
d'exécuter les programmes d'élevage s'expriment sur les réalités nationales.
En outre, les spécialistes du CILSS et du CLUP du Sahel ont créé un
comité de réflexion des politiques de l'élevage. Ce comité, par une
structure intégrée regroupant à titre individuel des experts spé-
cialisés et non spécialisés travaillant conjointement les problèmes de l'éle-
vage au Sud du Sahara. Il permet des débats ouverts, et d'orienter les
programmes des deux secrétariats.

Les plans diagnostiques du secteur sont terminés et il est
entrepris depuis le début trimestre de l'année 1983, la deuxième phase
de l'analyse et recommandation du secteur, qui aboutira à la tenue d'une
conférence sur les politiques nationales et régionales de développement
de l'élevage au Sahel. Elle a été précédée d'une première étape, la
réunion, le 10 et 11 juin.

Par ailleurs le CILSS a initié le projet régional CILSS/FAO/UNEP
pour l'étude, l'analyse et le développement des cultures fourragères et des
légumineuses en zone soudano-sahélienne, opérationnel depuis 1977 dans
trois pays : Burkina Faso, Mali et Niger.

Ce projet, essentiellement de vulgarisation, a pour objectifs

- 1°) favoriser l'intégration élevage-agriculture dans la zone soudano-sahélienne (400 - 800 mm) ;
- 2°) accroître les disponibilités fourragères sous toutes leurs formes en fonction des spécificités du milieu rural, en fonction des différentes motivations que sont la traction animale, la petite production laitière villageoise et la petite embouche bovine ;
- 3°) contribuer au maintien de la fertilité des sols et à la restauration de la végétation des terres pastorales villageoises par des techniques de lutte anti-érosive et d'utilisation des plantes pérennes, fixatrices des sols, fixatrices de l'azote, plantes de couverture.

Les premières années du projet ont permis de déterminer les espèces fourragères et améliorantes rustiques, les moins contraignantes, les plus adaptées au milieu rural ; partant de cet acquis, une période de pré-vulgarisation s'est déroulée avant de déboucher sur la phase actuelle de vulgarisation, bien que les expérimentations pratiques d'accompagnement soient toujours poursuivies.

5. -POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE AU SAHEL

Une politique de l'élevage nécessite au préalable de définir la place de l'élevage dans l'économie nationale et de mettre fin à la discrimination entre productions végétales et productions animales. L'Etat doit considérer l'élevage comme prioritaire et particulièrement au niveau du monde rural il constitue pour beaucoup de pays sahéliens le moteur du développement, l'animal étant la motivation de toute activité.

Pour définir une politique cohérente, faut-il encore avoir des données fiables ?

Ce manque de paramètres doit conduire à la sensibilisation des responsables politiques, des décideurs politiques qui sont généralement informés par la base.

L'expérience accumulée jusqu'ici suggère une stratégie de développement et harmonieux de l'élevage fondée sur un programme cohérent et intégré de développement solidaire de l'élevage et de l'éleveur. Il semble en effet que nombre d'interventions sanitaires passées ou en cours ne suffisent plus à résoudre la crise actuelle de l'élevage alors que la santé animale a toujours été considérée comme l'élément primordial pour le développement de ce secteur. Il convient donc de rappeler que la problématique de l'élevage n'a jamais été perçue qu'à travers la santé

Le projet, essentiellement de vulgarisation, a pour objectif
de faire connaître les possibilités techniques et économiques
de l'élevage des animaux d'élevage dans les zones
rurales. Les disponibilités techniques sont toutes les
formes de l'élevage des animaux d'élevage du milieu rural. En
fonction des différentes motivations, les animaux d'élevage
sont classés en deux catégories : les animaux d'élevage
domestiques et les animaux d'élevage sauvages. Les animaux
domestiques sont classés en deux catégories : les animaux
d'élevage domestiques et les animaux d'élevage sauvages. Les
animaux d'élevage domestiques sont classés en deux catégories :
les animaux d'élevage domestiques et les animaux d'élevage
sauvages. Les animaux d'élevage sauvages sont classés en
deux catégories : les animaux d'élevage sauvages et les
animaux d'élevage domestiques. Les animaux d'élevage
sauvages sont classés en deux catégories : les animaux
d'élevage sauvages et les animaux d'élevage domestiques.

5. POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE AU CAMEROUN
Une politique de développement de l'élevage au Cameroun
doit être élaborée en tenant compte des réalités du pays.
L'élevage est une activité économique importante au
Cameroun. Il contribue à la production de viande, de
laine, de cuir, etc. Il est également une source de
revenu pour les éleveurs. Cependant, l'élevage est
soumis à de nombreuses contraintes : manque de terres
pastorales, manque de matériel vétérinaire, manque de
services vétérinaires, etc. Une politique de
développement de l'élevage doit prendre en compte
ces contraintes et proposer des solutions. Elle doit
également viser à améliorer les conditions de vie
des éleveurs et à promouvoir l'élevage comme une
activité économique viable. Une politique de
développement de l'élevage doit être élaborée en
tenant compte des réalités du pays. Elle doit
également viser à améliorer les conditions de vie
des éleveurs et à promouvoir l'élevage comme une
activité économique viable.

animale et c'est pourquoi au niveau de la planification, hormis les financements extérieurs, toutes les actions menées au niveau national ont concerné et concernent encore que celle-ci.

Cela a conduit les services de l'élevage à se confiner à des activités sanitaires, d'ailleurs le plus souvent épisodiques et qui ne prennent guère que le quart du temps de travail des agents. En outre, la part des budgets dans le fonctionnement de ces structures vont en s'amenuisant depuis les indépendances, et ce, malgré la part importante de l'élevage dans les recettes d'exportations des pays. Cette situation s'est traduite par la diminution des moyens matériels et financiers pour l'exécution même des actions sanitaires et les services de l'élevage sont dans un état de decrepitude, leur otant toute possibilité de réaliser correctement leurs programmes sanitaires.

Existe-t-il réellement des politiques d'élevage ? Rares sont les pays où existe une politique de l'élevage adéquate et cohérente. Cette politique n'est pas si simple à définir car cela nécessite une bonne vue de ce que l'on veut, de ce que l'on peut et de ce que l'on a. La politique définie comme démarche ou approche, a ses exigences politiques, idéologiques, techniques, économiques et sociales.

Beaucoup de gens parlent d'échec de politiques d'élevage en Afrique en général. S'agit-il réellement d'échecs des politiques ou d'échec de certains projets d'élevage ? Les Etats n'ont pas été négatifs, car que seraient devenues les actions de production mises en oeuvre actuellement s'il n'y avait pas eu auparavant des politiques de santé animale et d'hydraulique pastorale ? Mais quelles sont les conditions à réunir actuellement pour cette politique de l'élevage ? Il faut savoir ce que l'on attend de l'élevage. Est-il déterminant ou secondaire ? Est-on en mesure de faire une politique de l'élevage alors que tout est prioritaire ? Les ressources sont faibles, l'environnement n'est plus contrôlable et les facteurs exogènes sont énormes et persistant. En conséquence est-on libre de faire une politique qui cadre avec les moyens des autres ? Il est donc évident que pour la formulation d'une politique d'élevage, il faudrait une approche globale et cohérente, qui mobilise toutes les ressources existantes, sans négliger l'importance des charges récurrentes. Le point de départ est l'identification et la définition claire du problème que doit résoudre la politique. Ce processus est absolument essentiel en tant que formulation d'une politique convenable. Il comporte le choix entre différentes options en ce qui

animale et c'est pourquoi on trouve de la planification, parmi les
financements extérieurs, toutes les actions menées au niveau national
ont concerné et concernent encore des collectivités.

Cela a conduit les services de l'élevage à se consacrer à des
activités sanitaires, à améliorer le rôle souvent épisodique et qui ne
trouvent guère que le cadre du travail des agents.
En outre, la part des budgets dans le fonctionnement de ces structures
vont en s'amoindrisant depuis les indépendances, et ce, malgré la part
importante de l'élevage dans les recettes d'exportation des pays. Cette
situation s'est traduite par la diminution des moyens matériels et
financiers pour l'exécution même des actions sanitaires et les services
de l'élevage sont dans un état de décadence, leur étant toute possi-
bilité de réaliser correctement leurs programmes sanitaires.

Existe-t-il réellement des politiques d'élevage ? Rares sont les
pays où existe une politique de l'élevage adéquate et cohérente. Cette
politique n'est pas si simple à définir car cela nécessite une bonne vue
de ce que l'on veut, d'après laquelle on peut et de ce que l'on a. La politique
définie comme démarche ou approche, à des exigences politiques, idéolo-
giques, techniques, économiques et sociales.

Beaucoup de pays partent d'échecs de politiques d'élevage en Afri-
que. S'agit-il réellement d'échecs de politiques ou d'échecs
de certains projets d'élevage ? Les Etats n'ont pas été négatifs, car
des actions de production mises en oeuvre actuelle-
ment s'il n'y avait pas eu auparavant des politiques de santé animale
et d'hygiène pastorale ? Mais quelles sont les conditions à réunir
actuellement pour cette politique de l'élevage ? Il faut savoir ce que
l'on attend de l'élevage. Est-il déterminant ou secondaire ? Est-on en
mesure de faire une politique de l'élevage alors que tout est priori-
taire pour les ressources sont faibles, l'investissement est plus consi-
dérable et les facteurs externes sont étonnamment persistants. En consé-
quence, on lit de faire une politique qui cadre avec les moyens
disponibles, il est donc évident que pour la formulation d'une politi-
que d'élevage, il faut une approche globale et cohérente, qui mette
lisse toutes les politiques existantes, sans négliger l'importance des
charges financières, la répartition des dépenses, l'indemnification et la
détermination des rôles de l'Etat, l'implication de la politique. Ce pro-
cessus est essentiel en tant que formulation d'une politique
convenable et compatible entre différentes options en ce qui

Le rôle de l'élevage
dans le développement
économique et social
des pays en développement

concerne à la fois les objectifs représentant la finalité que se proposent les Gouvernements et les instruments de la politique qui sont les moyens d'arriver au but.

En choisissant clairement les objectifs prioritaires, il sera plus aisé de sélectionner les instruments de la politique, que sont les stratégies pour les promouvoir.

Cette analyse rapide amène à considérer la nécessité d'un changement de la politique de développement de l'élevage dans les pays sahé-liens.

C'est pourquoi, le secrétariat du CILSS a entrepris une réflexion sur les politiques de développement de l'élevage. Les analyses faites montrent que dans la majeure partie du sahel le facteur limitant n'est plus ni l'eau, ni les épidémies mais les ressources en pâturages. Toutefois le problème se pose en termes quelque peu différents selon les zones climatiques, à savoir le sahel au sens strict qui est le domaine exclusif de l'élevage et les zones plus arrosées où co-existent agriculture et élevage. Dans l'état actuel de la réflexion on peut avancer que la stratégie devrait être plus globale et viser à créer des conditions favorables pour le développement de l'élevage, compte tenu des contraintes : politique de prix, commercialisation, politique fiscale ; car les actions entreprises dans le passé en matière de santé animale, hydraulique, de constructions d'abattoirs et de ranches etc..... ont été trop ponctuelles.

Ensuite, il faudrait responsabiliser les éleveurs pour qu'ils prennent eux-mêmes les initiatives nécessaires à une évolution favorable du système.

A cet égard les éleveurs devront constituer un poids politique face aux pouvoirs publics grâce à des groupements (coopération) et ils devront prendre en charge la totalité, sinon une partie de la fourniture des intrants.

Enfin, une approche plus régionale s'impose car s'il est un domaine où celle-ci est cardinale, c'est bien celui de l'élevage qui ignore largement les frontières politiques : santé animale, commercialisation, politique des prix entre pays sahé-liens et pays côtiers.

6. CONCLUSION

La situation du sahel s'est dégradée, malgré les efforts nationaux et les efforts de la Communauté Internationale pour lutter contre la

concomitante à la fois les objectifs représentés par la politique de l'Union européenne et les intérêts des gouvernements et des entreprises qui la soutiennent. C'est pourquoi la politique de l'Union européenne doit être conçue de manière à ce qu'elle soit compatible avec les intérêts des gouvernements et des entreprises qui la soutiennent.

C'est pourquoi la politique de l'Union européenne doit être conçue de manière à ce qu'elle soit compatible avec les intérêts des gouvernements et des entreprises qui la soutiennent. C'est pourquoi la politique de l'Union européenne doit être conçue de manière à ce qu'elle soit compatible avec les intérêts des gouvernements et des entreprises qui la soutiennent.

A cet égard, les gouvernements doivent reconnaître un rôle politique face aux entreprises. Les gouvernements doivent reconnaître un rôle politique face aux entreprises. Les gouvernements doivent reconnaître un rôle politique face aux entreprises.

CONCLUSION

La situation du monde est délicate. Malgré les efforts des gouvernements et des entreprises, la situation du monde est délicate. Malgré les efforts des gouvernements et des entreprises, la situation du monde est délicate.

sécheresse et ses effets, et asseoir leur développement. Ceux-ci continuent de connaître des pluviométries faibles et irrégulières. La dégradation de la végétation et des sols s'amplifient sous la pression du bétail et des hommes. La démographie croît à un taux supérieur aux possibilités de production. Les cultures de rente ont évolué aux dépens des cultures vivrières et les surfaces cultivées envahissent l'espace pastoral.

L'exode rural se développe et vide les campagnes de bras valides pour produire et nourrir particulièrement les villes dont les populations croient très vite.

L'ensemble de ces éléments n'a pas permis à la région de satisfaire son objectif fondamental, à savoir progresser vers la voie de l'autosuffisance alimentaire. Il faut dès lors identifier et analyser les tendances défavorables pour élaborer une nouvelle stratégie qui tiendra compte de ces tendances, des changements, mais aussi de l'amélioration du PNB et de la balance commerciale, etc.....

Cette stratégie devra être globale et régionale et inspirer les politiques de chaque pays sahéliens dans la lutte contre la sécheresse et pour le développement.

Elle devrait permettre de matérialiser les 3 objectifs de la stratégie révisée du CILSS :

- rendre à l'homme son rôle de moteur de développement
- rebâtir l'économie sur les bases saines
- réaménager l'espace pour un nouvel équilibre

...et des efforts de développement. Ceux-ci con-
tribuent à connaître des fluctuations saisonnières et irrégulières, la
dégradation de la végétation et des sols, l'assèchement de la pression
du sol et des hommes. La dégradation est-elle à un taux supérieur au
possibilité de production. Les milliers de tonnes ont été envoyés aux dépens
des autres villages et les autres villages envahissent l'espace
physique. ...
L'espace rural se développe et vide les campagnes denses valables
pour produire et nourrir partiellement les villes dont les popula-
tions croissent vite.
L'espace rural n'est pas permis à la région de s'écarter
de son objectif fondamental, le développement vers la voie de
l'industrialisation alimentaire. Il faut dès lors identifier et analyser
les problèmes de développement pour élaborer une stratégie qui
tienne compte des changements, mais aussi de l'ordre
des choses et de la politique communautaire.
Cette stratégie doit être globale et régionale et inspirer les
actions des différents paysans dans la lutte contre la dégradation
et le développement.
L'industrialisation alimentaire doit être matérialisée les aspects de la
stratégie globale du pays.
L'industrialisation alimentaire est le moteur de développement
pour les paysans et les bases sociales.
L'industrialisation alimentaire est un nouveau défi.